

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2016

Volume XVII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

L'IMPOSSIBLE RAPPROCHEMENT : UN DOUBLE TÉMOIGNAGE SUR LES RELATIONS FRANCO-IRANIENNES

PAR

JEAN-LOUIS GERGORIN (*) et RENAUD GIRARD (**)

Jean-Louis Gergorin, directeur-adjoint puis directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère français des Affaires étrangères, depuis sa création en 1973 jusqu'en 1984, a été un témoin privilégié de la relation tourmentée de la France et de la République islamique d'Iran. Dans la carrière industrielle puis de conseil en stratégie qu'il a menée par la suite, il ne s'est jamais désintéressé des affaires internationales, en particulier des crises du Moyen-Orient. Il a plaidé en 2009 pour une solution de compromis dans le contentieux entre l'Iran et l'Occident (« Nucléaire iranien : comment sortir de l'impasse », Commentaire, n° 127).

Renaud Girard, reporter de guerre et chroniqueur international au Figaro a été présent sur le terrain dans la région depuis 35 ans. Ses deux derniers livres, Retour à Peshawar (Grasset 2010) et Le Monde en guerre (Carnets Nord, 2016), sont largement consacrés aux conflits de la région.

Jean-Louis Gergorin et Renaud Girard, qui assurent ensemble un cours de stratégie internationale à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France), nous livrent, dans cet article, un témoignage en style direct et un appel à ce que la France et l'Iran dépassent enfin les malentendus qui les divisent depuis plus de 35 ans.

* *
*

Le samedi 16 janvier 2016, en fin de soirée, Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères de la République française, publiait un communiqué dans lequel il se réjouissait de voir la levée des sanctions internationales contre l'Iran. A Vienne, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) venait tout juste de sortir son rapport, constatant que l'Iran avait satisfait à ses obligations, contenues dans l'accord historique du 14 juillet 2015 passé avec le groupe des 6 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies + l'Allemagne). La République islamique avait bien rempli ses trois principaux engagements : fermeture du réacteur

(*) Directeur adjoint puis directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère français des Affaires étrangères.

(**) Reporter de guerre et chroniqueur international au *Figaro*.

au plutonium d'Arak, transfert d'une grande partie de son stock d'uranium enrichi en Russie, réduction significative du nombre de ses centrifugeuses en fonctionnement.

Précédant une visite présidentielle à Paris du président Hassan Rohani fixée au mois de février 2016, le ton positif du communiqué du Quai d'Orsay du 16 janvier masquait une réalité historique : 36 ans de relations en dents de scie entre Paris et Téhéran, dont 18 ans de relations carrément mauvaises.

Les relations entre la France et l'Iran depuis la Révolution islamique de 1979 ont la particularité d'avoir été quasi conflictuelles pendant la guerre Iran-Iraq de 1980 à 1988 et continûment tendues de la prise de fonctions du président Ahmadinejad en août 2005 à l'accord international sur le nucléaire iranien du 14 juillet 2015. Nous sommes convaincus qu'au-delà même de la guerre Iran-Iraq et de la crise nucléaire, ces mauvaises relations ont été aggravées par la perception française négative de la nature très particulière de la République islamique.

Cette dernière a en effet une nature duale, sur les plans interne et externe. C'est un régime à la fois démocratique (Parlement et Président de la République élus au suffrage universel) et théocratique, puisque le chef suprême, le Guide de la Révolution, est nommé à vie par une assemblée de dignitaires religieux. Le principe de gouvernement est celui du *velayat-e-faqih*, soit le gouvernement des clercs, des savants en religion. Sur la scène internationale, la République islamique se veut à la fois un Etat comme les autres, héritier des grands empires bâtis au fil des siècles depuis les Achéménides par la nation perse, et le fer de lance d'un mouvement révolutionnaire islamique mondial.

Même si, dans la pratique, l'expansionnisme idéologique iranien s'est limité aux communautés chiites libanaise, iraquienne et bahreïnienne, le discours des Guides successifs, Khomeiny et Khamenei, est toujours resté global, visant l'ensemble de l'*oumma* et même, au-delà, les peuples « *opprimés par l'impérialisme américain* ». De plus, dès son instauration, la République islamique a montré le peu de cas qu'elle faisait des conventions internationales, en laissant s'effectuer, le 4 novembre 1979, l'assaut de l'ambassade des Etats-Unis, suivi d'une longue prise d'otages.

Aussi étonnant que cela puisse paraître rétrospectivement, les relations entre la France et la future République islamique commencèrent par une brève lune de miel, dont le symbole est l'Airbus d'Air France ramenant le 31 janvier 1979 Khomeiny de Paris à Téhéran, après un séjour de quelques mois à Neauphle-le-Château, où sa capacité à stimuler la révolution en cours dans son pays ne fut guère entravée. Pendant quelques mois, une partie des responsables français crut que la France pourrait engranger des dividendes de l'accueil de l'ayatollah à Neauphle-le-Château. Les réactions de Paris à la terreur révolutionnaire, y compris lorsque l'ancien premier

ministre très francophile Amir Abbas Hoveida, Grand-Croix de la Légion d'honneur, fut jugé puis exécuté, ne furent pas très audibles.

Cependant, trois facteurs allaient en dix-huit mois mettre fin à cette lune de miel et la remplacer par une relation conflictuelle. D'une part, la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran allait entraîner des sanctions économiques occidentales auxquelles la France allait participer. D'autre part, l'Iran réagit mal à l'accueil en France de nombreux réfugiés politiques fuyant le régime islamique ; il va même envoyer clandestinement à Paris un militant chiite libanais, Anis Naccache, avec la mission d'assassiner le dernier premier ministre du Shah, Chapour Bakhtiar. Le 18 juillet 1980, la tentative de Naccache échoue, mais un policier est tué et un autre reste paralysé à vie.

Enfin, en septembre 1980, l'Iraq envahit l'Iran, sans que les Etats-Unis – dont les otages sont toujours détenus –, ni la France, ni l'Union soviétique, principaux fournisseurs d'armes de Saddam Hussein, ne protestent. Cette agression caractérisée ne sera jamais véritablement condamnée par le Conseil de sécurité des Nations Unies (1), pas plus que ne sera condamnée l'utilisation d'armes chimiques par l'Iraq à partir de 1983. Dès lors le décor de ce qui allait être une décennie de « belligérance masquée » entre la France et l'Iran était planté et, avec, une « interaction diabolique » entre les deux protagonistes.

A l'automne 1981, l'un des conseillers les plus influents de François Mitterrand tenta d'obtenir une évolution de la politique de soutien à l'Iraq poursuivie depuis le début de la guerre Iraq-Iran vers une attitude plus équilibrée. Claude Cheysson et Charles Hernu, respectivement ministres français des Affaires étrangères et de la Défense, unirent alors leurs efforts pour non seulement bloquer cette tentative, mais aussi accentuer le soutien à l'effort de guerre de l'Iraq, à partir d'une analyse politico-stratégique consistant à considérer l'Iraq comme suit : un bastion moderniste et laïc, seul capable de bloquer un impérialisme révolutionnaire clérical qui vise à déstabiliser, au nom de l'Islam, l'ensemble des pays de l'*oumma*. Il convient de noter que, à l'époque, l'opposition entre Sunnites et Chiites n'était absolument pas perçue comme un facteur majeur. La prise de la Grande Mosquée de La Mecque par un groupe de fondamentalistes saoudiens en novembre 1979 fut considérée en Occident comme la conséquence directe de la prise du pouvoir en Iran par un régime théocratique à vocation messianique.

Le président Mitterrand ayant arbitré en faveur de la ligne dure Cheysson-Hernu, les livraisons d'armes françaises à l'Iraq s'accrochèrent encore. Dans le même temps, le gouvernement français interdit à la société Eurodif de livrer à l'Iran la quantité d'uranium – faiblement –

(1) En 1984, une déclaration présidentielle dénonce l'emploi des armes chimiques sans désigner l'Iraq ; Il fallut attendre le 21 mars 1986 pour que le Conseil condamne l'Iraq à ce titre, mais à nouveau dans une déclaration présidentielle et non une résolution.

enrichi à laquelle la participation iranienne indirecte de 10% dans cette société donnait droit, puis refusa la demande de l'Iran d'être remboursé d'un prêt d'un milliard de francs consenti à Eurodif pour cautionner cette participation.

Début octobre 1983, la France prêta à l'Iraq cinq avions Super-Etendard équipés de missiles air-surface Exocet, qui bombarderont, jusqu'en 1985, des navires ravitaillant l'Iran ou exportant son pétrole. Un acte qui ne pouvait être perçu par l'Iran que comme un acte de co-belligérance de la France, aux côtés de l'Iraq. Coïncidence ou pas, le 23 octobre 1983, le Djihad Islamique, couverture du Hezbollah créé clandestinement en 1982, faisait sauter à Beyrouth l'immeuble militaire du Drakkar, causant la mort de 58 parachutistes français. L'implication iranienne ne faisait alors pas de doute.

L'affrontement franco-iranien allait se poursuivre de 1985 à 1987, par une série d'enlèvements de journalistes, diplomates et universitaires français à Beyrouth, par divers groupuscules, dissimulant en fait la branche militaire du Hezbollah.

En 1985 et 1986 divers attentats faisant au total 4 morts et 303 blessés furent commis à Paris. Le chef du réseau, un Tunisien sunnite converti au chiisme, Fouad Ali Saleh, fut arrêté en 1987. Lors de son procès, il indiqua clairement que les attentats visaient à obliger la France à cesser son soutien à l'Iraq.

Les attentats cessèrent à la mi-1986 et les otages furent libérés progressivement jusqu'à l'élection présidentielle d'avril 1988, à la suite de négociations secrètes conduites sous l'égide de Charles Pasqua. En contrepartie, la dette Eurodif fut remboursée et Anis Naccache, auteur de la tentative d'assassinat, en 1980, de Chapour Bakhtiar, qui avait causé la mort d'un policier et d'une voisine et la paralysie à vie d'un autre policier, fut gracié par le président Mitterrand en juillet 1990. Théoriquement, cette libération mettait fin à une décennie de quasi-belligérance entre l'Iran et la France, mais celle-ci n'allait se conclure qu'un an plus tard, avec l'assassinat particulièrement cruel de Chapour Bakhtiar, poignardé treize fois, puis égorgé.

Le bilan de onze ans de cette « drôle de quasi-guerre » est éloquent. Elle a été gagnée par l'Iran, qui a atteint deux de ses trois objectifs, le remboursement de la dette Eurodif et la libération d'Anis Naccache, sans avoir jamais subi de rétorsion sérieuse pour les attentats et enlèvements au Liban et les actes terroristes à Paris. Le seul point sur lequel la France est restée ferme est le refus d'arrêter les livraisons d'armes à l'Iraq.

Ce bilan a durablement pesé sur les perceptions réciproques des élites politico-diplomatiques des deux pays. Vue de Téhéran, la France est apparue aussi hostile à la révolution iranienne que Washington, mais en même temps prête à céder à tout chantage aux otages et aux attentats. Vu de Paris, l'Iran est un Etat islamiste révolutionnaire voulant exporter son

messianisme en violation des règles du droit international, notamment en recourant au terrorisme d'Etat. Nous l'avons complètement oublié en 2016, mais, il y a trente ans, les militants de la branche extérieure du Hezbollah s'exprimaient comme aujourd'hui les terroristes de Daech. Ainsi, Fouad Ali Saleh déclarait devant la justice française : « *Musulmans, attaquez les centrales nucléaires, les usines chimiques. Que la justice déferle par vagues. L'Islam a tout le temps. De l'Iran, nos frères partiront livrer bataille et iront sur Paris, Londres et Washington...* » (2).

Cette perception d'une menace radicale venant de la République islamique restera prégnante chez les responsables français et sera l'un des facteurs de leur intransigeance dans la décennie 2005-2015 de confrontation sur le nucléaire iranien.

Avec la fin de la guerre Iran-Iraq en 1988, les relations franco-iraniennes s'améliorent, sans toutefois revenir au partenariat des années 1970 avec le régime du Shah. Ce sont des relations avant tout fondées sur le commerce. Peugeot va, par exemple, construire des voitures 405 sur place. Total obtient des concessions pétrolières de grande ampleur. Politiquement, l'amélioration est facilitée par le pragmatisme du président Rafsandjani, puis par le réformisme du président Khatami.

En 1996, les Etats-Unis menacent de sanctionner Total en vertu d'une loi américaine. Le président Chirac, en accord avec ses partenaires européens, prévient les Américains qu'une punition de Total provoquerait d'immédiates représailles économiques européennes contre des secteurs économiques clefs des Etats-Unis. Le président Bill Clinton juge alors plus prudent de céder. En octobre 1999, le président Chirac reçoit le président Khatami à l'Élysée, à l'occasion d'un « goûter » – car le protocole français ne saurait interdire que du vin soit servi lors d'un dîner d'Etat.

La révélation, en août 2002, de l'existence d'un programme d'enrichissement d'uranium non déclaré à l'AIEA ne va pas immédiatement détériorer les relations franco-iraniennes. La preuve en est la rafle policière française qui vise, le 22 juin 2003, l'organisation des moudjahidines du peuple de Mariam Radjavi. Cette organisation, structurée comme une secte, qui fut islamo-gauchiste durant la Révolution de 1979 et commit alors de nombreuses exécutions sommaires, avait cependant eu le mérite d'être à l'origine des révélations sur le programme nucléaire iranien clandestin.

En 2003, le ministre français des Affaires étrangères Dominique de Villepin prend l'excellente initiative de constituer, avec l'Allemagne et le Royaume-Uni, un groupe E3, pour permettre à l'Iran de sortir de la nasse où il s'est mis lui-même. Un accord gelant l'expansion des centrifugeuses de Natanz est négocié. A l'époque les Iraniens auraient été prêts à négocier un « grand *bargain* » avec les Occidentaux, afin de dénouer tous les problèmes en suspens et de réintégrer pleinement la Perse dans la communauté des

(2) Cité par Yves Lacoste dans son introduction au numéro que la revue *Hérodote* a consacré en 2002 à la « Géopolitique des religions », disponible à l'adresse www.cairn.info/revue-herodote-2002-3-page-3.htm.

nations. Durant l'année 2004, les gouvernements français, allemand et britannique sont lents à réagir aux propositions iraniennes.

La tentative de normalisation entre l'Occident et l'Iran sera sabotée en 2005 par l'administration Bush, alors dominée par les stratèges néo-conservateurs que sont Dick Cheney, le vice-président, et Donald Rumsfeld, le secrétaire à la Défense.

Le lundi 21 mai 2007, peu après l'arrivée aux affaires en France de Nicolas Sarkozy et Bernard Kouchner, Renaud Girard, dans un éditorial du *Figaro*, suggère que la France devienne « *honest broker* » entre l'Amérique et l'Iran, afin de réconcilier les deux puissances. Il n'a pas échappé au journaliste que les ministres américains des Affaires étrangères et de la Défense, respectivement, à cette époque, Condoleezza Rice et Robert Gates, venaient de réussir ensemble à dissuader le président George W. Bush de suivre les conseils du vice-président Cheney, appelant à bombarder les installations nucléaires de l'Iran.

Grâce à Jean-Jacques Coppée, un avocat international belge bon connaisseur de l'Iran, cet éditorial du *Figaro* parvient sur le bureau du numéro 3 du régime iranien, Ali Larijani. Ce lettré – auteur d'une thèse sur Emmanuel Kant... a la haute main sur les Affaires étrangères, la Défense et le Nucléaire, en sa qualité de secrétaire du Conseil national de sécurité. Il dépend directement du guide suprême Khamenei et est en rivalité sourde avec le président populiste Ahmadinejad – élu en 2005.

Le jeudi 24 mai 2007, Larijani reçoit Coppée et Girard pendant trois heures dans son bureau à Téhéran. Dans l'entretien questions-réponses qu'il donne au *Figaro* – et qui, publié le samedi 26 mai, sera annoncé en une du quotidien –, Larijani reprend à son compte l'idée de Girard et il appelle la France à devenir intermédiaire sincère entre l'Amérique et l'Iran. Larijani dit à Girard que l'Iran ne veut pas la bombe atomique, mais concède qu'il comprend que l'Occident ne lui fasse pas confiance. « *Il ne reste donc plus qu'à trouver une ingénierie technico-diplomatique qui rassure les Occidentaux tout en permettant à l'Iran de poursuivre ses recherches légitimes dans le domaine du nucléaire civil* », explique Larijani à ses deux visiteurs occidentaux. « *Ça ne devrait pas être trop compliqué !* », ajoute-t-il en souriant.

L'entretien en main, Girard va défendre son idée auprès de Bernard Kouchner – qui se montre immédiatement intéressé – et auprès de la cellule diplomatique de l'Élysée, qui se montre extrêmement réticente. A la mi-juin 2007, un dimanche en fin d'après-midi, Renaud Girard amène physiquement Ali Larijani dans le bureau de son ami Bernard Kouchner au Quai d'Orsay. L'entretien, qui a lieu en présence de Philippe Etienne, le directeur de cabinet du ministre, se passe très bien et dure plus de deux heures.

Grâce à ce nouveau climat, le Hezbollah libanais va, à l'invitation de Larijani, accepter de se rendre le 16 juillet 2007 à la Conférence de

La Celle-Saint-Cloud que Bernard Kouchner a organisée entre toutes les parties libanaises, afin de faire baisser la tension au pays du Cèdre – initiative qui sera reprise au vol par l'émir du Qatar et aboutira à l'Accord de Doha du 21 mai 2008, lequel régit toujours les relations politiques et interconfessionnelles au Liban.

Cependant, alors qu'elle a la chance de reproduire un succès comparable à celui des Accords de Paris sur le Vietnam de février 1973, la diplomatie française va traîner les pieds. L'idéologie néo-conservatrice ayant gagné l'entourage diplomatique du président Sarkozy, la France n'organise pas de sommet Ali Larijani-Condoleezza Rice à Rambouillet. L'occasion est définitivement gâchée le 20 octobre 2007, lorsque Larijani le pragmatique, en rivalité avec Ahmadinejad l'idéologue, présente sa démission et que le Guide suprême l'accepte.

En fait, les huit années de la présidence d'Ahmadinejad (2005-2013) sont celles d'une glaciation totale des relations franco-iraniennes.

Ce sera le président américain Barack Obama qui prendra l'initiative du dégel, à l'occasion des vœux de bonne année persane qu'il adresse aux autorités et au peuple iraniens. Le message de Norouz, prononcé en mars 2009, ne portera réellement ses fruits qu'avec l'élection du pragmatique Hassan Rohani à la présidence iranienne au printemps 2013.

En marge des travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies, François Hollande rencontra, le 24 septembre 2013, à New York, son homologue iranien. Cet entretien en tête-à-tête du Président de la République française avec le nouveau Président de la République islamique d'Iran aurait pu avoir une portée historique. Il aurait pu être le point de départ de la réintégration de la Perse au sein du concert des nations. Son précédent Président, le pasdaran Mahmoud Ahmadinejad, l'en avait éloigné, en proférant des propos inacceptables, niant la portée de la Shoah, ou en préconisant que les frontières de l'Etat d'Israël fussent « *rayées de la carte* ».

Hassan Rohani venait d'être confortablement élu par son peuple – après que sa candidature eut été dûment validée par le guide suprême Ali Khamenei –, précisément pour avoir fait campagne sur le thème de la réconciliation de l'Iran avec le reste de la planète. En raison de l'opacité de son programme nucléaire – que les Occidentaux soupçonnent d'être à vocation militaire alors que les Iraniens proclament son caractère exclusivement civil –, le pays était sous le coup de sanctions des Nations Unies. Ces dernières, relativement peu douloureuses, avaient été suivies, de la part des Etats-Unis et de l'Union européenne, par des sanctions bancaires et commerciales supplémentaires, lesquelles se sont révélées redoutablement efficaces. Toute banque qui s'avisait de vouloir travailler avec l'Iran se voyait interdire toute activité avec les Etats-Unis d'Amérique. Les sanctions ont mis par terre l'économie iranienne, qui était basée sur l'exportation d'hydrocarbures et l'importation de biens d'équipement.

Certains ont trouvé paradoxal qu'un pays comme la France, qui a tant fait dans les années cinquante et soixante pour son armement atomique, qui a contribué à la capacité nucléaire militaire d'Israël et dont la Défense repose en grande partie sur une politique indépendante de dissuasion nucléaire, ait été au premier rang de ceux qui instruisaient le procès du programme nucléaire iranien. En fait, les stratèges français redoutaient, avant tout, les conséquences qu'aurait une course aux armements nucléaires au Moyen-Orient. Car le jour où l'Iran aurait la bombe, le lendemain, des pays comme l'Arabie saoudite, la Turquie ou l'Égypte chercheraient à l'acquérir. Et le surlendemain, ce serait le tour des Emirats, de l'Algérie et du Maroc.

Or, dans le jeu stratégique nucléaire, le danger d'un déclenchement par erreur s'accroît exponentiellement, à raison du nombre des acteurs. Les Français estimaient que si demain l'Iran faisait exploser une bombe, ce seraient la fin de toutes les politiques de non-prolifération défendues en Occident depuis la fin des années soixante et l'avènement d'un Moyen-Orient encore plus explosif qu'il ne l'est aujourd'hui.

A Téhéran, le régime des mollahs n'avait jamais été aussi impopulaire. D'abord parce qu'il avait échoué économiquement, ensuite parce que les religieux avaient été pris la main dans le pot de confiture, s'enrichissant depuis trente ans de tous les trafics. La bombe atomique ne constitue pas une priorité pour la population iranienne, qui réclame, d'abord, le retour à la prospérité et l'instauration d'un Etat de droit. Dans le dialogue qu'il veut renouer avec l'Occident, Rohani n'est jamais entré en position de force. Toutefois, comme il était prêt à offrir aux Occidentaux des garanties sur le nucléaire, il ne fallait surtout pas chercher à l'humilier ; il fallait lui offrir une solution où l'Iran gardait la face. Le premier qui ait compris cela est le Secrétaire d'Etat américain John Kerry. Grâce à la médiation du sultanat d'Oman, diplomatiquement plus efficace que la République française..., les Américains engagèrent un dialogue direct avec les Iraniens.

Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères à partir de 2012, va se montrer au départ réticent à rétablir de bonnes relations avec l'Iran. D'une façon difficilement compatible avec la réalité de l'implication iranienne aux côtés du régime Assad, il va s'opposer à la présence de l'Iran à la première conférence de Genève consacrée à la guerre civile en Syrie. Sur les négociations nucléaires, la France va se montrer plus à l'ouest que l'Occident, plus catholique que le Pape américain.

Le 24 novembre 2013, Laurent Fabius se rendra en personne à Genève pour défendre une position plus exigeante que celle des autres puissances occidentales sur la question et empêcher la conclusion d'un accord sur les bases qu'elles proposent. Il faut toutefois constater que, sur un point technique majeur, la nécessité de neutraliser la capacité du réacteur de recherche d'Arak à produire du plutonium, la fermeté française a permis de déminer tôt ce qui serait sinon devenu un problème majeur en fin de négociation.

John Kerry a été, côté occidental, l'artisan principal de l'accord historique du 14 juillet 2015. Son mérite a été de comprendre avant tout le monde la dynamique propre à cette négociation de haut niveau. Economiquement, l'Iran avait désespérément besoin de l'Occident. Politiquement, l'Occident avait besoin d'une Perse modérée pour stabiliser le Moyen-Orient. Aujourd'hui, il n'y a que Téhéran qui puisse persuader la famille Assad de passer la main en Syrie et le Hezbollah de se transformer en simple parti politique au Liban...

De façon assez remarquable il apparaît qu'à trente ans d'écart l'histoire se répète. De même que l'alliance iraquienne avait déterminé la politique française dans les années 1980, la relation franco-saoudienne devint déterminante à partir de 2013 et empêcha tout vrai dialogue Paris-Téhéran. Certains à Paris vivaient encore 20 ans en arrière alors que l'Iran n'était plus du tout ce qu'il avait été : il a abandonné son messianisme islamo-révolutionnaire et ses techniques (les attentats suicides), qui ont depuis été reprises et tragiquement développées par Al Qaïda et Daech.

Tout n'est pourtant pas perdu pour le rôle diplomatique de la France dans le golfe Persique. Elle n'a pas su ou pu être « honnête courtier » entre l'Iran et l'Amérique, mais les excellentes relations que Paris entretient avec Riyad pourraient permettre à la diplomatie française de contribuer à la nécessaire reprise du dialogue entre l'Arabie saoudite et l'Iran, qui, sur une initiative saoudienne, ont rompu leurs relations diplomatiques au tout début de l'année 2016.

La baisse de la tension Chiites-Sunnites est un enjeu majeur au Moyen-Orient. La France, si elle le souhaite, a les moyens diplomatiques d'y contribuer.

